

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 10 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS**

RUE HENRI SEILLER  
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702155\_2025\_01\_27\_Glatfelter\_VISuivEch  
Code AIOT : 0006702155

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS implanté RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2024 consécutif au constat relevé lors de l'inspection du 18 décembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE SAS
- RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin
- Code AIOT : 0006702155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Glatfelter de Soultz est spécialisée dans la fabrication de non-tissé pour les applications des lingettes et de l'hygiène.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**Référentiels réglementaires :**

- Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 20 février 2024
- Code de l'environnement, article R. 512-66-1

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes	Code de l'environnement, article R. 512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiabilité des mesures	AP de Mise en Demeure du 20 février 2024, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure du 20 février 2024 concernant la fiabilité de la mesure du débitmètre. Il est toutefois attendu des compléments administratifs sur la cessation partielle d'activité des tours aéroréfrigérantes en cours.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiabilité des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 20 février 2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fiabilité des mesures de débit
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58 de l'arrêté du 2/02/98 susvisé [...] : « II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.[...] »

**Constats :**

Lors de l'inspection du 18 décembre 2023, il a été constaté que le débitmètre présentait une dérive dans le temps ne permettant pas d'obtenir une mesure fiable, répétable et reproductible. En conséquence le service d'inspection n'était pas en mesure de statuer de la conformité du rejet à 9 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant a donc été mis en demeure de respecter l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 point II, stipulant que les méthodes de mesures (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.

L'exploitant utilisait alors un système de détection bulle à bulle, sensible aux éventuels amas de matières en suspension autour de la sonde de mesure.

Un deuxième détecteur a été installé par l'exploitant utilisant la technologie radar.

L'exploitant a réalisé des tests en relevant le débit du détecteur radar après installation par le fournisseur, le débit du détecteur bulle à bulle après nettoyage de la sonde et calibrage par le fournisseur, et en comparant les mesures aux mesures de hauteur des effluents rejetés dans la canalisation (multiplié par le facteur de conversion de la section de tuyauterie pour remonter au débit de référence).

L'exploitant indique qu'après calibration et nettoyage, le détecteur bulle à bulle s'avère fiable, mais il constate toujours une dérive dans le temps. Il indique vouloir conserver comme technologie de référence pour son autosurveillance la technologie radar. En effet, après avoir effectué les mesures comparatives entre la hauteur d'eau et le détecteur bulle à bulle (après nettoyage), l'exploitant a indiqué que les mesures effectuées en utilisant la technologie radar sont fiables, répétables et reproductibles dans le temps.

Il indique qu'il n'a cependant pas tracé les relevés de hauteur des effluents lors des différentes opérations de nettoyage du détecteur bulle à bulle et que ceux-ci ont été effectués toutes les deux semaines à un mois et demi en fonction des dérives constatées du détecteur bulle à bulle.

L'Inspection a consulté lors de sa visite terrain le relevé de débit en temps réel (décalage d'environ 10 minutes sur le logiciel de relevé) et constaté que le débitmètre utilisé par l'exploitant comme débitmètre de référence (technologie radar) affichait 7,85 m<sup>3</sup>/h. Le débitmètre de technologie bulle à bulle affichait quant à lui 9,68 m<sup>3</sup>/h. Lors de la visite, il a été constaté que la sonde de mesure était entourée d'amas de matière en suspension.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 30 janvier 2025 la fiche d'intervention du fournisseur du détecteur de niveau par radar en date du 4 juillet 2024 indiquant l'ensemble des actions réalisées (implantation du matériel, contrôle de cohérence de la mesure de niveau et de l'automate de calcul reliant la mesure de niveau au débit) ainsi qu'en conclusion « mesure fonctionnelle ».

Dans la mesure où l'exploitant utilise désormais le nouveau débitmètre dans le cadre de son autosurveillance, il est considéré qu'il s'est conformé à la mise en demeure.

**Observations :**

Le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022 indique dans son paragraphe 2.1.2 « Mesure de débit en continu » : « Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce

*suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité. »*

L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il conviendra de tracer tout élément métrologique précité comme les relevés de hauteur d'eau effectué pour la comparaison des mesures.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R. 512-66-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité partielle

### **Prescription contrôlée :**

"[...] II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...]

IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai. [...]"

### **Constats :**

L'exploitant a transmis le 27 septembre 2024 un dossier de porter à connaissance relatif à l'arrêt des tours aéroréfrigérantes du site soumises à la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de la déclaration avec contrôle.

Le dossier de porter à connaissance ne comporte aucune date d'arrêt effectif des tours aéroréfrigérantes, ainsi qu'aucun élément relatif au devenir des produits dangereux (produits biocides) et à la mise en sécurité des installations.

L'Inspection a constaté que l'exploitant disposait de toutes les connaissances relatives au dossier mais n'avait pas constitué d'éléments administratifs suffisant concernant l'arrêt de ces tours.

Il a transmis par courriel en date du 30 janvier 2025 les bordereaux de suivi de déchets dangereux relatifs à l'évacuation des produits biocides. Il a indiqué que les tours aéroréfrigérantes ont été mises à l'arrêt le 10 novembre 2024.

L'exploitant a présenté des photographies des tours aéroréfrigérantes démontées, en attente de reprise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les compléments nécessaires à la cessation partielle d'activité relative aux tours aéroréfrigérantes, comprenant la mise en sécurité de la partie du site où les tours étaient implantées, pour éviter toute pollution de toute nature (notamment devenir des circuits de TAR).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### Hors points de contrôles :

L'Inspection a réalisé un point d'étape sur les éléments administratifs suivants en sa possession :

Par lettre du 29 avril 2024, l'exploitant a informé le préfet que l'une de ses installations est désormais soumise à la rubrique 1510 (DC, 41791,5 m<sup>3</sup>) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, le contexte de cette évolution n'a pas été précisé dans ce courrier et aucun élément d'appréciation n'a été présenté.

S'il s'agit d'une modification ou d'une régularisation, il appartient à l'exploitant de communiquer un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Si l'exploitant souhaite bénéficier des droits acquis au titre de l'antériorité, il lui appartient de communiquer tous les éléments d'appréciation nécessaires pour justifier l'antériorité de l'installation concernée.

En outre, il appartient à l'exploitant de préciser si les stocks classés actuellement au titre de la rubrique 2662 dans son arrêté préfectoral d'autorisation sont susceptibles désormais de relever de la rubrique 1510 compte tenu de l'évolution de cette rubrique (Décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020).

**Il est demandé à l'exploitant une réponse sous 3 mois.**